

Conseil communautaire Nantes Métropole – 10 décembre 2010

Intervention de Jean-Jacques MOREAU (Nantes)

Groupe communiste

Point 17 – Engagement de Nantes Métropole pour les objectifs du millénaire pour le développement.

Monsieur le président, chers collègues,

En 2004, les élus communistes se sont associés à la charte de coopération décentralisée pour le développement durable. Cette charte veut promouvoir la coopération internationale entre les collectivités territoriales.

Malheureusement, en septembre dernier, au sommet de New York contre la pauvreté, le statut des collectivités n'avaient pas évolué. Aucun droit de parole, malgré les nombreuses compétences qu'elles portent et le fait qu'elles sont regroupées autour d'engagements communs.

Le constat n'est pas brillant non plus en terme d'engagement concret et de financement. Des grands principes, des intentions mais pas d'acte. Prenons au hasard l'exemple de la France, elle consacre aujourd'hui 0,4% de sa richesse au développement, c'est encore bien loin des 0,7 souhaités pour 2015. C'est pourquoi, l'engagement des pays riches doit être plus clair et la création de nouveaux outils comme la taxe sur les transactions financières est un bon début pour apporter un véritable financement aux projets de développement durable.

Parlons maintenant des progrès réalisés en 10 ans pour les objectifs du millénaire : sur les 49 pays les moins avancés, seuls 6 ont un taux de pauvreté inférieur à 30%. La malnutrition et la faim ont même augmenté entre 2007 et 2009 dans ces pays, pour revenir au même niveau qu'en 2000.

Force est de constater que pour le moment, la situation n'a pas vraiment évolué pour le milliard de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté dont 8 millions sont

en France. Et ce n'est pas en rendant la crise seule responsable, du peu de résultats obtenus, que la situation changera.

En réalité, les véritables causes sont connues :

- Mondialisation à outrance.
- Finance qui joue au casino.
- Concurrence déloyale.

Ce sont bien là, les logiques d'un capitalisme confondant les hommes et les marchandises qui posent problème. Et pas seulement dans les pays dit du « SUD » mais aussi en France et en Europe. L'essentiel pour l'Homme n'est pas d'amasser des fortunes jusqu'à ne plus savoir qu'en faire ; mais de vivre dans la dignité, sans écraser ni son voisin, ni son environnement. Les droits de l'Homme sont trop souvent oubliés face aux bénéfices de quelques actionnaires. Trouvons-nous normal, que 2% de la population détiennent la moitié de la richesse mondiale.

Aujourd'hui, nous sommes encore dans une logique d'aide au coup par coup et non de solidarité. Une vision à long terme s'impose, la population mondiale continuera à augmenter et avec, les besoins en nourriture, en eau potable et en énergie. Ce n'est pas en nous repliant sur nous que les solutions viendront mais bien en apportant les moyens de subsistance là où ils sont utiles, sans y voir de nouveaux marchés à conquérir.

Les objectifs du millénaire ciblent bien les causes à défendre, sans que les moyens et la volonté politique ne leur soient donnés. Nous ne remettons pas en cause le fait de lutter contre la pauvreté, la faim, l'inégalité entre les hommes et femmes... Mais nous nous interrogeons quant au but d'une délibération qui n'apporte rien de nouveau aux constats déjà fait.

Si les collectivités veulent vraiment peser dans le débat et être associées aux prochains sommets internationaux pour l'aide au développement, elles doivent faire plus qu'une délibération tout les cinq ans.

Je vous remercie de votre attention.